

Pas de nouvelles régions sans concertation



PHOTOS: URB. DES TERRITOIRES



Laurence Cormier Topal, Bernard Lensele et Eric Raimondeau, membres d'Urbanistes des territoires

Les députés ont adopté une nouvelle carte des régions et le Sénat est en train de l'étudier à son tour. Après le développement d'hypothèses successives nombreuses et parfois contradictoires en termes de nouveaux territoires, où en sommes-nous? Regrouper à tout prix et depuis le « haut » est-il la solution? De telles propositions tendent à ne pas consulter la base, ce qui est malsain pour leur légitimité. Et le fait de créer de nouveaux ensembles territoriaux d'un seul tenant depuis les frontières belge, allemande et suisse jusqu'à la région parisienne tient d'une vision centralisatrice qui n'est plus de mise. Un comparatif avec les autres Etats d'Europe occidentale, souvent beaucoup plus récents et plus décentralisés, peut être vraiment instructif. Il ne faut pas s'enfermer dans un seul modèle qui représenterait une vérité absolue, mais plutôt s'inspirer de plusieurs expériences européennes et tenter de les panacher sans trop de rigidité.

Les raisons avancées pour regrouper les régions françaises sont d'ordre financier et électoral. Cependant, les économies ne seront pas systé-

matiques, vu l'agrandissement des territoires et l'alourdissement des procédures, et les raisons électorales sont trop liées au court terme. Une grille multicritère complète serait la bienvenue en amont des décisions, en intégrant notamment les données historiques, la géographie, la culture et l'économie, ainsi que les réseaux intervilles et les flux de mobilité. Mais, plus que le redécoupage des régions, c'est le renforcement et la redéfinition de leurs compétences qui paraissent importants, si l'on veut continuer à parler de décentralisation en France.

Cette réflexion sur un nouveau découpage peut apporter un certain dynamisme au pays, pour peu qu'il s'adapte de façon plus équilibrée aux réalités. Il ne faudrait pas qu'il supprime tous les repères pour les citoyens. Nous pourrions aboutir à de nouvelles entités acceptées et gérables: un redécoupage concerté pour obtenir un nombre de régions équilibré, compris entre quinze et dix-huit, semble raisonnable pour notre pays.

Retrouvez une version longue de cette tribune sur notre site internet : www.lagazette.fr/268818

Quand le remède est pire que le mal

Où se trouve le citoyen aujourd'hui? N'est-il qu'un usager, un consommateur, un électeur, un contribuable, un client, un administré ou tout à la fois? Mais alors, selon les circonstances et ce qui est privilégié, qui est le dominant? A la suite des dernières élections, saura-t-on tenir compte du message envoyé par le peuple? La difficulté réside dans le déficit de représentativité des hommes politiques, avec des élus qui ne représentent pas plus de 20% des électeurs, 40% d'abstentionnistes, 20 à 30% de votes protestataires, sans oublier le score des opposants et le vote blanc. Même si c'est la loi de la République, cela fait mal à la démocratie représentative, affaiblit la légitimité du politique et le sens de ses actions. En outre, la compétence des professionnels territoriaux et de leurs directeurs généraux n'est souvent pas prise en compte dans les changements de majorité. C'est parfois un gâchis dû à des préjugés qui n'ont pas lieu d'être tant la compétence et la loyauté de la plupart ne peuvent être remises en cause. Ces attitudes négatives font perdre de la crédibilité à ces nouveaux élus et au monde poli-

tique en général et ruinent la confiance. Les fonctionnaires sont devenus les boucs émissaires de la crise et cela semble convenir à tout le monde politique. Ces agents publics épris de justice et dotés de compétences sont-ils aussi gênants? Il apparaît que leurs carrières administratives et techniques gênent la carrière du monde politique, qui est fondée sur un marché électoral. Tous ces décideurs devraient regarder autour d'eux, où d'autres modèles fonctionnent mieux. Le rôle de l'« oberstadtdirektor » en Allemagne ou du « chief executive officer » en Angleterre donne plus d'efficacité à leur collectivité et chacun reste à sa juste place et dans son rôle. Afin d'éviter un délitement interne et externe, il faut revoir en profondeur les rôles et les attributions des élus et des fonctionnaires. Tous ces comportements démagogiques déliment la confiance du politique pour atteindre un niveau de défiance exponentiel qui sape et fragilise notre monde sans espoir d'un lendemain meilleur. Attention donc aux remèdes souvent à sens unique, quand ils ne sont pas des sens interdits non avoués.



C. CHEVALIER

Jean-René Moreau, DGS du syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence, directeur de master 2 à l'université Paris est - Créteil Val-de-Marne, président de l'observatoire social territorial de la MNT